

Pau, le 12 mars 2024

ARRÊTÉ N°AT-2024-0409

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3 et l'article R.417-10 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules place Georges Clemenceau et rue Alfred de Lassence, en raison de la manifestation nommée "Mars Attaque" ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Le **Samedi 23 Mars 2024 de 15h00 à 20h00**, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant sur les voies ci-dessous suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux :

- sur deux emplacements au droit du 9 et du 7<sup>TER</sup> de la place Georges Clemenceau ;
- sur quatre emplacements au droit du Palais des Pyrénées en face des numéros 15 et 13 de la rue Alfred de Lassence.

Seuls les deux véhicules de transports de matériel et les deux mini-bus de l'association Chamois Pyrénéens sont autorisés à stationner sur ces emplacements.

**ARTICLE 2** – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

**ARTICLE 3** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 4** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

12/03/2024